



TERMES DE REFERENCE

Recrutement d'un.e consultant.e national.e pour l'élaboration d'une boîte à image en protection de l'enfance

I. Présentation de Terre des hommes Lausanne

Terre des hommes - Lausanne (Tdh-L) est la plus grande organisation suisse de protection de l'enfance. Sa vision est de contribuer à la création d'un monde où les droits des enfants sont toujours respectés et où ces derniers peuvent grandir à l'abri du danger et devenir les acteurs et les actrices du changement qu'ils et elles souhaitent voir dans leur vie. Tdh-L est présente en Mauritanie depuis 1984, soit depuis 41 ans. Tdh-L intervient dans 9 régions du pays et sur 3 domaines principaux : l'accès à la justice pour les enfants et les jeunes en contact avec la loi, l'accompagnement des enfants et jeunes migrants et réfugiés pour améliorer leurs conditions de vie ainsi que le renforcement des systèmes de protection de l'enfance. A ce titre, Tdh-L bénéficie d'une large reconnaissance et d'une grande crédibilité auprès des autorités étatiques, notamment du ministère de l'action sociale de l'enfant et de la famille (MASEF), le ministère de la justice et la direction de la protection judiciaire de l'enfant (DPJE), ainsi que des bailleurs de fonds tels que l'Union européenne (UE), l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID), l'Agence française de développement (AFD), la Coopération monégasque, et l'Agence Andalouse de Coopération Internationale pour le Développement (AACID). Aujourd'hui, Tdh-L est reconnue comme un acteur incontournable dans le renforcement du système de protection de l'enfance, en collaborant avec les parties prenantes à tous les niveaux : institutionnel, technique et communautaire.

Tdh-L a débuté son intervention dans le Hodh El Chargui (HeC) en 2019, en soutenant le ministère de la Justice pour l'application d'une justice accessible à tous et la coordination entre la justice coutumière et formelle (financement AFD 2022-2026). Depuis 2024, Tdh-L a intensifié ses actions dans la région, au bénéfice des enfants, y compris les enfants et jeunes en mobilité (EJM), et de leurs communautés, à travers la mise en œuvre de projets visant à renforcer le système de protection et l'offre de services en SMSPS, avec l'appui financier de l'UE et de l'AFD.

Tdh-L adopte une approche Nexus, combinant des interventions humanitaires, des actions de développement et de renforcement des systèmes, ainsi qu'une composante de cohésion sociale pour la prévention des conflits.

II. Contexte et Justification :

La Wilaya du Hodh Chargui en Mauritanie est affectée par la crise liée à l'instabilité et l'insécurité au Mali qui a conduit depuis 2012 à l'accueil de réfugiés maliens vivant dans le camp de Mbera dans la Moughata de Bassiknou dans les autres moughatas de la région. L'intensification du conflit ces dernières années a conduit à un afflux massif de personnes, principalement des femmes, des enfants et des personnes âgées. Entre janvier 2023 et avril 2024, plus de 95 000 nouveaux réfugiés maliens sont arrivés dans le pays, en plus des 105 000 réfugiés précédemment enregistrés soit 200.000 personnes. Le camp de Mbera étant déjà saturé (plus de 120.090 personnes pour une capacité initiale de 70.000 individus), les nouveaux réfugiés sont installés généralement à l'extérieur du camp avec 172.977 réparties dans 70 villages d'accueil dont 79% de femmes et d'enfants (HCR 2025).



Ce regroupement massif de réfugiés accroît de jour en jour la vulnérabilité des différentes communautés dans les zones d'accueil à travers la pression sur les ressources naturelles comme les points d'eau, le bois de chauffe et les pâturages, conduisant à l'augmentation des tensions entre les éleveurs locaux et les nouveaux arrivants.¹

L'accroissement de la demande en services sociaux de base à savoir la santé, l'éducation, la protection déjà insuffisants et parfois difficiles d'accès jumelé aux besoins prioritaires en matière d'eau, d'assistance alimentaire, d'abris et biens non-alimentaires ressortis par l'évaluation multisectorielle menée à la fin de l'année 2023 par le HCR dans 90 sites accueillants des réfugiés maliens vient comme un facteur de vulnérabilité supplémentaire qui expose les réfugiés et la population hôte à l'insécurité alimentaire et aux risques sanitaires.

En matière de protection, les besoins sont énormes et continuent d'affecter les populations réfugiées, les communautés hôtes et les retournés, en l'absence de solutions rapides et adaptées. Les filles et femmes en âge de procréer rencontrent des difficultés pour assurer leur hygiène corporelle, soit en raison de l'indisponibilité des produits (due à des routes coupées par les pluies), soit en raison du manque de ressources. L'accès aux services de base pour les personnes à motricité réduite demeure un problème récurrent au sein de ces communautés.

Concernant spécifiquement les enfants, 65.127 sont estimés être dans le besoin de protection (FCR 2024). Dans le cadre du projet Tawafoug, en 2025, Tdh et la DRASEF ont pu identifier 1130 enfants en besoin de protection dont 33,27 % de personnes déplacées (réfugiés et retournés) et 66.73% de la population hôte) avec comme principales vulnérabilités l'exploitation, la séparation familiale, les VBG, le non-enregistrement à l'état civil, les violences. L'évaluation des besoins en protection réalisée par Tdh en 2025 dans 5 moughatas a démontré que populations souffrent d'un déficit d'information sur leurs droits et d'une exclusion structurelle des dispositifs nationaux de protection et d'éducation alors que plusieurs formes de vulnérabilité nécessitent une attention renforcée afin d'assurer la protection et le bien-être des enfants dans le respect des dynamiques sociales locales. Les violences basées sur le genre, y compris les mariages précoces et les violences sexuelles, restent des préoccupations majeures, appelant à des actions concertées de sensibilisation, de prévention et de réponse efficace et accessible. Le travail des enfants, souvent perçu comme une contribution économique essentielle au sein des familles, peut compromettre leur accès à l'éducation et leur développement. Les enfants non accompagnés et séparés restent particulièrement exposés à des risques accrus d'exploitation et de marginalisation, appelant à des mécanismes de protection adaptés et à une identification et un suivi renforcé. Par ailleurs, l'usage persistant de pratiques disciplinaires violentes, bien que socialement ancré, souligne la nécessité de promouvoir des approches éducatives positives et bienveillantes. Enfin, les risques de recrutement ou d'exposition des enfants aux dynamiques des groupes armés soulignent la nécessité d'un accompagnement éducatif et communautaire adapté pour favoriser leur repérage et leur offrir des alternatives durables. Cela nécessite un renforcement des mécanismes de prévention, de signalement et de prise en charge, une amélioration de l'accès aux services essentiels, ainsi qu'un engagement accru des communautés et des autorités pour proposer des réponses adaptées, garantir la protection des enfants et promouvoir des environnements sûrs et inclusifs.

Bien qu'engagés dans la réponse depuis plusieurs années, les acteurs du sous-secteur de la protection de l'enfance peinent encore à réduire les causes et risques qui favorisent l'exposition des enfants à ces vulnérabilités. Les efforts déployés par les intervenants humanitaires pour la prévention des VEDAN et VBG entre autres semblent nécessiter un renforcement en vue d'atteindre les résultats escomptés. D'ailleurs, l'étude de Tdh évoque des comportements au niveau des familles et communautés qui ne

¹ Matrice de suivi des déplacements, OIM, Août 2024.



favorisent guère la prévention et la protection des enfants : « Une part significative de la population n'agit pas du tout en cas de violence sur enfant : 34% des femmes et 17% des hommes déclarent ne pas intervenir en cas d'identification d'un enfant victime de violence. Chez les populations en mobilité, 38 % des répondants disent ne pas intervenir ». Le principal frein évoqué est le manque d'information sur les structures de signalement (87 %). De plus, si les familles font face à un ensemble de contraintes limitant leur capacité à protéger les enfants comme le manque de ressources économiques cité par 61 % des familles en mobilité et 54 % des familles hôtes, et l'inaccessibilité des services (47 % et 34 % respectivement), une partie d'entre elles (26 % contre 18 % des familles en mobilité) reconnaît le manque de sensibilisation aux droits des enfants comme un des facteurs limitant le recours aux mécanismes de protection formels. L'utilisation des enfants comme force de travail et l'usage des punitions corporelles comme forme d'éducation et la dissimulation et le traitement à l'amiable des cas de VBG par les communautés pourraient être considérées comme des corollaires de ce déficit d'information.

L'une des recommandations apportées de façon répétitive au niveau de toutes les thématiques présentées dans le rapport de l'étude de Tdh(2025) porte sur le renforcement de la sensibilisation communautaire pour prévenir et réduire les risques, promouvoir les bonnes pratiques de protection et informer sur les services existants en vue de faciliter l'accès à la prise en charge en cas de besoin. Et c'est ainsi que dans le cadre du projet Tawafoug, Tdh prévoit d'accompagner la DRASEF pour renforcer la prévention dans 107 villages du HeC à travers l'appui de 40 volontaires et 20 comités de veille. A cet effet, il s'avère indispensable de s'inspirer des diverses expériences en matière de sensibilisation développées par les acteurs y compris Tdh pour mettre en place des outils, approches et pratiques adaptés au contexte, à la culture et aux profils des bénéficiaires (réfugiés et hôtes).

III. But de la consultation :

Cette consultation vise la concevoir et la production d'une boîte à images pour soutenir les activités de sensibilisation auprès des communautés de réfugiés et hôtes des zones d'intervention de Tdh.

Le produit final sera utilisé par les volontaires communautaires dans le cadre de leurs activités d'animation de groupes d'enfants et d'adultes visant à renforcer les actions de sensibilisation au niveau communautaire pour la prévention des VEDAN et VBG dans le HeC.

IV. Objectifs spécifiques :

- ❖ Elaborer un pack de 10 planches thématiques (voir liste des thématiques dans la méthodologie) avec un contenu visuel pertinent et contextuel destiné à la sensibilisation des membres de la communauté : enfants (filles, garçons), jeunes (filles, garçons) et adultes (hommes, femmes) ; Chaque planche sera constituée de 12 pages au maximum y compris la page de garde.
- ❖ Produire les planches sous forme de supports pédagogiques attractifs et accessibles (dessins, images) et dans un langage vernaculaire avec une version en français et une version en arabe ;
- ❖ Assurer que le texte, les illustrations et dessins soient adaptés au contexte du Hodh Chargui en reflétant des situations de la réalité des communautés cibles notamment aux niveaux culturel et religieux ;
- ❖ Assurer que le contenu puisse tenir en compte le genre, le handicap ainsi que les spécificités relatives aux enfants et jeunes en mobilité ;



- ❖ Présenter les planches de sorte à refléter la visibilité du bailleur et de Tdh conformément à leur charte graphique ;
- ❖ Élaborer un guide pratique de l'animateur facilitant l'utilisation de la boîte à images lors des activités de formation et de sensibilisation ;
- ❖ Apporter toutes les corrections nécessaires demandées par l'équipe de Tdh dans les versions draft des livrables ;
- ❖ Former 05 personnes de l'équipe de terrain Tdh à Bassiknou sur l'utilisation de la boîte à image.

V. Méthodologie et spécificités technique attendues

Il est attendu que le / la consultant.e propose une méthodologie de travail qui présentera de façon claire les outils et techniques dont il fera usage dans le cadre de cette consultation. Cette méthodologie devra tenir compte du genre et du handicap pour garantir leur prise en compte dans les supports qui seront produits. Elle devra également tenir en considération les profils des cibles (réfugiés, retournés et hôtes) ainsi que le contexte d'urgence de la région. Le / la consultant.e est appelé à faire usage d'approches participatives et inclusives pour assurer l'implication des bénéficiaires et acteurs de protection dans le processus de développement de la boîte à image. Cela nécessitera des consultations aux niveaux communautaires et institutionnels dans le HeC mais aussi au niveau central (Nouakchott). A cet effet, le / la consultant.e veillera à **prendre en compte dans sa méthodologie et à préciser dans son plan de travail (chronogramme) les types d'activités avec le nombre de jours et de participants ainsi que les lieux** afin de faciliter la budgétisation des activités par Tdh qui en prendra en charge les dépenses relatives (le consultant inclura dans son offre financière uniquement les honoraires en TTC).

Le processus de réalisation de la consultation devra nécessairement impliquer l'équipe de Tdh à Nouakchott et dans le HeC afin de lui permettre d'apporter sa contribution technique aux côtés du/de la consultant.e et garantir l'alignement avec les approches et normes de qualité de l'organisation tout au long de la réalisation des livrables.

Tdh veillera à mettre à la disposition de celui-ci des supports internes existants (boîtes à image, outils de communications, documents de projets, rapports).

Par ailleurs, Tdh exigera du / de la consultant.e le respect et la prise en compte des considérations éthiques et de sauvegarde, en particulier des enfants et jeunes et femmes, ainsi que la prise en compte de la voix des enfants et des jeunes tout le long de la prestation.

Liste des thématiques

- Droit et protection de l'enfant
- Participation de l'enfant
- Violences, Exploitation, Discrimination, Abus, Négligence (VEDAN)
- Violences Basées sur le Genre (VBG)
- Enfants et jeunes en mobilité (EJM)
- Enregistrement à l'état Civil
- Identification, signalement/référencement
- La protection de l'enfance à l'école
- Les services de protection
- Plaidoyer



VI. Durée :

La consultance sera réalisée sur **un maximum de 50 jours** à compter de la signature du contrat.

VII. Livrables

Les livrables attendus seront de deux types :

- **Livrables préliminaires :**
 - Un rapport de cadrage incluant : la méthodologie détaillée, les outils techniques à utiliser par le consultant et le plan de travail détaillé (étapes, activités, dates, timing).
 - Une version draft de la boîte à image complète à soumettre au comité technique pour révision et correction. Cette version complète sera composée de :
 - 10 planches thématiques en version électronique avec un contenu en texte avec des illustrations/dessins en arabe et en français ;
 - 01 guide pratique de l'animateur en version électronique en arabe et en français.
- **Livrables finaux :**
 - Une version finale de la boîte à image complète intégrant les corrections demandées dans la version draft à soumettre au comité technique pour validation. Cette version complète sera composée de :
 - 10 planches thématiques en version électronique avec un contenu en texte avec des illustrations/dessins en arabe et en français
 - 01 guide pratique de l'animateur en version électronique en arabe et en français
 - 01 présentation PowerPoint en arabe et en français de la boîte à image
 - 01 rapport de formation sur l'utilisation de la boîte à image

VIII. Destinataires et utilisations des résultats de l'analyse

Les destinataires du produit final sont les 40 volontaires identifiés par Tdh en collaboration avec les autorités locales pour assurer les activités du projet Tawafoug au niveau communautaire. La boîte à image est considérée comme un outil de travail pour les volontaires qui en feront un usage régulier en vue de délivrer des messages d'information/ sensibilisation aux adultes, jeunes et enfants des communautés hôtes et réfugiés. Il s'agira donc d'un outil d'animation d'activités de groupes sous forme de causeries/focus group pour renforcer les connaissances des bénéficiaires sur les thématiques listées dans la méthodologie pour faciliter la compréhension des questions de protection de l'enfance, renforcer la prévention des risques de protection et promouvoir les bonnes pratiques chez les cibles. Chaque planche sera utilisée pour l'animation d'une ou de plusieurs séances de sensibilisation selon sa taille et son contenu.

IX. Gouvernance

Le / la consultant.e travaillera sous la supervision directe du Coordonnateur "Enfants et Jeunes en Mobilité" et la supervision technique de la Coordinatrice Nationale Protection de Tdh-L.

Un Comité technique sera mis en place pour le suivi du processus, l'alignement avec les documents stratégiques de référence, la lecture des livrables et la veille sur la qualité des livrables.

Ce comité technique sera composé des membres suivants de l'équipe de Tdh:

- Coordonnateur du Programme "Enfants et Jeunes en Mobilité" de Tdh-L ;



- Coordinatrice nationale Protection de Tdh-L ;
- Responsable Renforcement du Système de Protection de l'Enfance ;
- Responsable Qualité et Redevabilité.

X. Chronogramme :

Les candidats intéressés sont appelés à soumettre leur proposition à compter de la date de publication jusqu'au **27 novembre 2025 date limite des dépôts.**

Date de publication de l'offre	19/11/2025
Date limite pour adresser une demande d'éclaircissement à Terre des hommes Lausanne. Les demandes de renseignements sont à envoyer à l'adresse suivante : ahmadou.gning@tdh.org	24/11/2025
Date limite pour la fourniture d'éclaircissements par Terre des hommes Lausanne	26/11/2025
Date limite de dépôt des offres	03/12/2025
Evaluation des offres	04/12/2025
Information du /de la consultant.e retenu.e	08/12/2025
▪ Finalisation et signature du contrat	10/12/2025

NB : Terre des hommes Lausanne traitera les dossiers de candidature au fur et à mesure de leur réception. Si une candidature est retenue, l'organisation se réserve le droit de clôturer la procédure avant la date limite de soumission.

XI. Candidature

Le dossier de candidature est à transmettre par courriel au plus tard **03/12/2025** à l'adresse suivante : mrt.recruitment@tdh.org.

Les critères d'évaluation des offres seront basés sur les :

- Conditions requises (formation & expérience)
- Eléments constitutifs du dossier de candidature.

1) Conditions requises :

a) Formation

- Le / la consultant.e (ou équipe de consultants) recherché.e pour la réalisation de cette mission doit avoir un diplôme supérieur (minimum BAC + 4) en Sciences sociales ou dans tous autres domaines connexes. Un diplôme de bac+3 avec une expérience avérée dans le domaine de la Protection de l'Enfance, de la Santé mentale et du soutien psychosocial, du travail social ou du développement communautaire peut être considéré comme pertinent.

b) Expérience

- Disposer d'une expérience d'au moins 5 ans dans le domaine de la PE et de le PESU de préférence en Mauritanie ;
- Disposer d'une bonne connaissance de la problématique des enfants et jeunes en mobilité, y compris les réfugiés, les déplacés internes, en Mauritanie ;



- Justifier d'une expérience avérée dans la réalisation d'outils similaires, avec au moins un exercice/mandat similaire ;
- Justifier d'une expérience de travail / consultation dans le domaine de la communication et/ou la C4D ;
- Expérience dans l'organisation de formations et la vulgarisation de thématiques techniques/complexes.
- Expérience de travail ou Connaissance du contexte du HeC ;
- Parler les langues Hassaniya et peulh.

2) Atouts

- Familiarité avec les Standards Minimums de Protection de l'Enfant, les questions de genre et diversité et l'intersectorialité.
- Capacité de production de synthèses analytiques accessibles à des publics divers.
- Expérience dans la facilitation d'ateliers et travaux communs, avec des publics variés.
- Capacité de planification, d'organisation et de gestion et attitude proactive, capacités à gérer des situations potentiellement conflictuelles.
- Éthique irréprochable, notamment sur les principes de confidentialité, protection des données, impartialité.
- Excellentes capacités de communication en français (oral, écrit).
- Esprit d'analyse.
- Parfaite maîtrise de l'outil informatique.
- Parler le tamashek.
- La connaissance du contexte malien.

3) Éléments constitutifs du dossier de candidature

- Un CV mis à jour du /de la consultant.e (de chaque consultant en cas de cabinet ou groupe de consultants). Au moins 01 référence par membre de l'équipe (de chaque consultant en cas de cabinet ou groupe de consultant).
- Une proposition technique devant faire ressortir à minima les éléments suivants : Description de la méthodologie, présentation des outils et techniques qui seront utilisés par le / la consultant.e.
- Un proposition financière contenant les détails des honoraires (taux) du /de la consultant.e (ou des consultants s'il s'agit d'une équipe) calculé au nombre de jours de travail qui ne devra pas excéder 50 jours. Le montant total demandé devra inclure les taxes (TTC). A noter que l'offre financière devra comprendre uniquement les honoraires sachant que selon la méthodologie, les modalités de réalisation opérationnelles proposées et le plan de travail proposés, Tdh prendra en charge les dépenses relatives.
- Copie d'un extrait de production similaire (boite à image, fiche d'animation, cahier d'animation...) réalisée par le / la consultant.e ou à laquelle il/elle a participé.
- Un plan de travail ou chronogramme avec les phases, tâches et activités clairement définies selon les livrables demandés et une répartition du nombre des jours de consultance ;
- Dans le cas d'une équipe de consultants, une répartition claire du rôle de chaque membre de l'équipe et de la répartition des jours de travail.